

# Pas de gouvernement d'union nationale pour Hollande

**E**n cas de victoire, François Hollande ne fera entrer au gouvernement que des opposants à son adversaire, Nicolas Sarkozy, et clairement engagés dans son projet, sans négociation préalable. Dans un entretien publié hier dans *Le Parisien*, le candidat socialiste refuse l'idée d'un gouvernement d'union nationale. « Il n'y aura pas au gouvernement de personnalités qui auraient pu voter pour Sarkozy au second tour, cela n'aurait aucun sens. » Il donne

ainsi l'exemple de Jean-Pierre Jouyet, un socialiste qui a accepté le portefeuille de ministre d'État chargé des Affaires européennes dans un gouvernement de droite, et aujourd'hui président de l'Autorité des marchés financiers.

## « Sur la base du projet »

« J'ai une relation d'amitié avec Jean-Pierre Jouyet qui a quitté le gouvernement au bout d'un an. Il pourrait être utile à des missions. Mais n'en-

treront dans le gouvernement que ceux qui ont été dans l'opposition à Nicolas Sarkozy. » Si François Hollande considère l'ex-candidat du Front de Gauche Jean-Luc Mélenchon comme un membre à part entière de la « majorité présidentielle », il ajoute que toute participation au gouvernement ne pourra se faire « que sur la base du projet » qu'il aura présenté.

Quant aux écologistes représentés par Eva Joly, ils sont tenus par un accord passé avec le PS en novembre.



**François Hollande en meeting à Limoges, vendredi.** (Photo Reuters)

## Nicolas Sarkozy invité de *Var-matin*



**Rendez-vous exceptionnel.** À une semaine du second tour de l'élection présidentielle, le président-candidat sera face à la rédaction de *Var-matin*. Une interview exclusive à retrouver dans nos éditions du **lundi 30 avril**. Nicolas Sarkozy répondra à nos questions, à la veille du rassemblement sur le thème du travail organisé place du Trocadéro à Paris et du débat qui l'opposera au socialiste François Hollande.

# Sarkozy répond à Bayrou et s'en prend à DSK



**Nicolas Sarkozy en meeting près de Clermont-Ferrand, hier.** (Photo Reuters)

Nicolas Sarkozy n'exclut pas un référendum sur des mesures de moralisation de la vie publique et réaffirme son intention d'en organiser un, en cas de victoire, pour inscrire une règle d'or de bonne discipline budgétaire dans la Constitution.

Il donne ces assurances dans sa réponse, publiée vendredi soir, à la lettre adressée par François Bayrou aux deux candidats. Il confirme en outre sa volonté de ramener les finances publiques de la

France à l'équilibre en 2016 et reproche au passage à son adversaire socialiste de ne proposer « aucune mesure de réduction des dépenses ».

## « La pudeur de se taire »

En meeting près de Clermont-Ferrand, le président-candidat s'en est pris hier à Dominique Strauss-Kahn, qui s'est dit victime d'un complot politique dans l'affaire du Sofitel de New York. Il a invité l'ancien directeur du FMI

à se taire et à « s'expliquer avec la justice », déclarant : « Je respecte profondément la présomption d'innocence, mais quand on est accusé de ce dont il est accusé et qu'on a un minimum de dignité, on a la pudeur de se taire et de ne pas rajouter à l'indignité. [...] Qu'à une semaine du second tour, M. Strauss-Kahn se mette à donner des leçons de morale et à indiquer que je suis seul responsable de tout ce qui lui est arrivé, trop c'est trop! »

## Le FN veut « tout casser » à l'Assemblée nationale

En cas de victoire de candidats du FN aux élections législatives, le Front national entend « casser » la politique du nouveau gouvernement. « Si on arrive à l'Assemblée nationale, on va tout casser! Les habitudes, les complicités [...] Et on influera de manière considérable sur les débats », prévient Marine Le Pen dans une interview accordée au Journal du dimanche. Priée de dire quel premier texte le FN pourrait proposer, elle répond :

« Je ne sais pas encore, on verra ça. Il faudra d'abord voir la composition de l'Assemblée. Ce serait probablement l'arrêt immédiat des plans de renflouement ou la baisse de la TIPP. »

« Peut-être que François Hollande n'aura aucune majorité, peut-être que ce sera au FN de faire la majorité... Qu'il se méfie », menace la présidente du parti d'extrême droite, qui prédit par ailleurs la défaite de Nicolas Sarkozy à la présidentielle.

# Pierre Laurent, secrétaire national du PCF : « Le programme de Sarkozy est pire que son bilan »

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, revient sur « l'effet » Mélenchon, évoque l'avenir du Front de gauche et explique son ralliement à François Hollande.

## Que vous inspire le climat général de cette fin de campagne?

C'est un climat nauséabond. Sarkozy, qui a été rejeté par un grand nombre d'électeurs au 1<sup>er</sup> tour, essaye aujourd'hui de contrecarrer ce rejet en flirtant de plus en plus ouvertement avec les idées du Front national, qui ne constituent en rien une solution à la crise.

Il essaye de faire oublier ses responsabilités dans la crise en divisant le monde du travail, notamment. Et sa provocation contre les syndicats le 1<sup>er</sup> mai est le signe que son programme est celui d'une revanche sociale.

**Votre ralliement à François Hollande a été très rapide. N'avez-vous rien à négocier avec le PS?**

Notre appel à battre Sarkozy et à élire Hollande est naturel. Car nous sommes depuis cinq ans engagés dans un combat déterminé contre la politique de Nicolas Sarkozy. Et son programme est bien pire que son bilan. Nous appelons donc à le battre à plate couture. Mais le débat sur la nature de la politique de gauche qui sera mise en œuvre reprendra après le 2<sup>nd</sup> tour avec les élections législatives, pour lesquelles les candidats du Front de gauche porteront nos propositions partout. **Quelles sont vos ambitions pour ces législatives?** La clé du changement à gauche va se jouer lors de ce scrutin. Et la présence de très nombreux députés du Front de gauche est notre

objectif. Nous avons de nouvelles ambitions à l'issue de cette présidentielle. Si ceux qui auront permis de battre Nicolas Sarkozy veulent une politique sociale audacieuse, alors il faudra qu'ils votent pour nos candidats. J'ajoute que dans un certain nombre de circonscriptions en France, nous sommes prêts à examiner la situation dans le cas où le FN représenterait un trop grand risque. **Quelles sont vos conditions pour une éventuelle participation à un gouvernement?** La prise en compte de nos propositions sur les salaires, sur la réorientation des politiques européennes, sur la défense de l'industrie, la politique de logement social. Tant qu'elles ne seront

pas entendues, et que les dirigeants socialistes disent que c'est le projet de François Hollande ou rien, nous ne bougerons pas. Nous comptons sur les législatives pour modifier ce rapport de force. **Le PCF sort-il renforcé de ce premier tour?** Oui comme l'ensemble de nos partenaires du Front de gauche. Il y a une dynamique militante autour du Parti communiste. Nous avons enregistré 6000 nouvelles adhésions au PC depuis septembre dernier, dont 3000 depuis début janvier. **Des parlementaires UMP lancent une pétition contre le vote des étrangers. Votre réaction?** C'est le signe d'un archaïsme total. Ces dirigeants de



droite sont dépassés par l'évolution du monde. Des centaines de milliers de gens travaillent et vivent chez nous depuis des années et ont le droit de participer à notre vie citoyenne. La mise en œuvre du droit de vote des étrangers a trop tardé. La gauche l'a promise à maintes reprises et ne l'a pas fait. Ce doit être une des premières mesures prise par François Hollande.

**PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTIAN HUAULT chuault@nicematin.fr**